

## **Agir pour la démilitarisation de l'Union Européenne**

A l'origine, la construction européenne est porteuse d'un idéal de paix dont la réconciliation franco-allemande après trois guerres meurtrières fut un symbole fort. Puis l'effondrement du système soviétique en 1989-90 fournit l'opportunité historique de surmonter la division en deux blocs antagonistes et d'établir « maison commune » européenne la sécurité collective serait fondée sur la confiance mutuelle : on appelait cela les « dividendes de la paix ».

Hélas, rien de tout cela n'est advenu. Après la dissolution du Pacte de Varsovie, les Etats-Unis ont bruyamment fêté leur « victoire » et loin de tenir les promesses faites à Gorbatchev à l'occasion de la réunification de l'Allemagne, l'OTAN en a profité pour s'étendre géographiquement jusqu'aux frontières de la Russie, mettant ainsi fin au timide partenariat OTAN-Russie proposé à Eltsine dans les années 90.

Le drame, ce fut l'occasion manquée par l'Union Européenne de s'émanciper d'une alliance militaire dominée par les Etats-Unis et de développer une politique autonome audacieuse. De plus en plus étroitement alignée sur la politique de l'OTAN alors que plusieurs de ses membres n'en sont pas membres, l'UE n'a rien trouvé de mieux pour relancer la construction européenne en péril après le Brexit que de mettre en œuvre une prétendue « Europe de la Défense ». On assiste en réalité à une militarisation de l'Union Européenne, jusqu'à présent non compétente pour les questions de défense.

Les premières mesures décidées consistent à augmenter les budgets de la défense de chacun des pays pour les porter à 2% du PIB, ce qui correspond à une exigence de l'OTAN ; il s'agit ensuite de développer des forces communes d'intervention, de créer un fonds commun pour l'armement et d'assurer l'interopérabilité des armées et de leurs équipements, ce qui signifie l'adoption des normes de l'OTAN fixées par les Etats-Unis.

Ces orientations comportent des risques majeurs pour le devenir de l'UE : ce soi-disant « système global de sécurité » totalement intégré à l'OTAN exclut la Russie et apparaît même comme clairement dirigé contre elle si l'on en croit les dirigeants polonais et baltes et si l'on considère les manœuvres militaires organisés sur leur territoire. Par ailleurs, sous couvert de « souveraineté européenne », ce système a pour ambition la constitution d'un puissant complexe militaro-industriel à l'échelle du continent qui s'imposera aux Etats et perpétuera les logiques de domination militaire et de recours à la guerre.

Ensemble, les pacifistes d'Europe, dans l'UE et hors UE, proposent des alternatives fondées sur les principes qui avaient conduits aux accords d'Helsinki en 1975 et à la fondation de l'OSCE, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, qui au fil des ans a été vidée de toute substance. Face aux menaces, nous devons être porteurs à l'échelle européenne d'une double exigence : la dénucléarisation militaire de l'Europe et la constitution d'un système de sécurité commune incluant l'ensemble des pays européens.